

# **Tribune inter-organisations (25-11-22)**

Category: Commission violences sexistes et sexuelles, Féminisme  
écrit par Cécile | 25 novembre 2022

## **Tribune Inter-Organisations à l'occasion du 25 novembre 2022 : Journée internationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes**

### **MeToo politique et syndical : un moment nécessaire !**

Cette année est marquée par les 5 ans de MeToo, c'est un moment historique.

En cette journée internationale d'éliminations des violences à l'égard des femmes, nous, organisations syndicales et politiques, associations, constatons depuis quelques mois une mise en cause de nos dispositifs internes de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Elles sont accusées de rendre une forme de justice sauvage, secrète et à visée politique.

Le moment MeToo est un moment important dans la prise en compte de la parole des femmes, un mouvement qui continue sa déflagration dans toute la société. Aujourd'hui, nous assistons à un MeToo politique, suite logique que nous saluons sur sa capacité à faire entrer le débat dans chaque organisation politique ou syndicale quant à la manière de faire cesser les mécanismes de domination à l'œuvre en interne pour que l'égalité soit réelle. Au lieu de voir ce moment avec crainte, il faut l'aborder avec lucidité et sans complaisance.

Nous rappelons que les cellules de veille, commissions ou collectifs qui existent dans nos structures, ont pour mission principale de protéger les victimes, en faisant en sorte d'éloigner leurs agresseurs et de les empêcher de représenter nos organisations. Il s'agit aussi de faire vivre des valeurs

d'égalité sur lesquelles se fondent nos structures. Elles supposent de faire cesser toutes formes de violences à l'égard des femmes. C'est une condition sine qua non au changement de société auquel nous œuvrons.

La mise en place d'un environnement militant sans violence ni domination doit permettre aux femmes de prendre toutes leurs places dans le militantisme et d'y prendre des responsabilités. Outre l'atteinte grave à la dignité des victimes que constituent les VSS, elles sont aussi un frein majeur à leur investissement et donc au renforcement de nos structures.

Le féminisme se bat contre les oppressions et domination. Il prône l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dans la vie privée et dans la vie publique.

Il ne s'agit pas pour nous de lancer une « guerre des sexes ». Il ne s'agit pas davantage de rendre la justice – que celle-ci fasse son travail –, « il est temps de siffler la fin... » de l'impunité pour les agresseurs !

Le droit du travail oblige l'employeur à agir sans attendre une décision de justice, nous ne pouvons pas faire moins.

Il s'agit d'avoir des représentant·es, dirigeant·s dont les comportements sont en conformité avec les valeurs défendues par nos organisations. Ce sont elles qui fondent notre fonctionnement interne, pas les institutions judiciaires.

Nous nous sommes doté·es pour cela de protocoles de fonctionnement, généralement débattus et adoptés collectivement dans nos instances et le plus souvent rendus publics. Les membres de nos cellules de veille, commissions ou collectifs sont formés et tenus à la confidentialité. Le battage médiatique dont certaines situations ont fait ou font encore l'objet montre à la fois que les violences sexistes et sexuelles continuent de sortir de l'invisibilité, ce qui est une avancée, mais que les ressorts du patriarcat sont encore puissants : la lutte doit se poursuivre.

Nos cellules de veille, commissions et collectifs travaillent ensemble depuis maintenant plus d'un an :

– Nous demandons que les moyens nécessaires et suffisants soient donnés aux associations d'aide et d'écoute aux victimes : organiser une réelle prise en charge est une nécessité incontournable. L'impact de ces violences sur les femmes est délétère, que ce soit sur leur santé physique ou psychologique ou sur leur place dans nos organisations. L'accès aux soins et à la justice doit être garanti.

– Nous exprimons toute notre solidarité envers les membres des cellules dont le travail méticuleux et dans le respect de la confidentialité a été soumis à la vindicte publique jusqu'au plus haut niveau.

– Nous demandons que soit lancée une large campagne de formation sur les violences sexistes et sexuelles, à même de recentrer le débat sur les questions de fonds : prévenir les violences sexistes et sexuelles, protéger les victimes et obtenir réparation, ce qui passe notamment par des mesures à l'encontre des mis en cause. Stop à l'impunité !

Nos aspirations rejoignent celles qui vont s'exprimer dans la rue à l'occasion de la journée internationale d'élimination des violences à l'égard des femmes : nous voulons vivre dans une société où chacun·e puisse s'épanouir, quel que soit son genre ou sa sexualité.

Pour cela, nous sommes prêt·es à changer ce monde sexiste et patriarcal !

Signataires :

– Alice PICARD et Youlie YAMAMOTO, co-porte-parole d'ATTAC France,

– Aline CHITELMAN -Cellule Contre les Violences Sexuelles et Sexistes d'ENSEMBLE ! Et J-F PELLISSIER, Porte – parole d'ENSEMBLE ! Mouvement pour une Alternative de Gauche et

Ecologiste,

- Véronique MARCHESSEAU, Secrétaire générale de la Confédération paysanne et Nicolas GIROD Porte-parole,
- Chloé SAGASPE et Alain COULOMBEL, porte-parole d'EELV,
- Benoit TESTE, Secrétaire général de la FSU et Sigrid GERARDIN, Secrétaire nationale,
- Myriam MARTIN et Hendrik DAVI, portes paroles de la Gauche Ecosocialiste GES,
- Mathilde PANOT, présidente du groupe parlementaire LFI-NUPES et Sarah LEGRAIN, députée de Paris et référente du Comité de suivi contre les violences sexistes et sexuelles de la France Insoumise,
- Philippe POUTOU Porte-parole national, Alice PELLETIER Commission nationale d'intervention féministe et Conseil politique national pour le NPA,
- Imane OUELHADJ, présidente de l'UNEF et Adrien LIENARD, secrétaire général,
- Blandine TURKI, secrétaire générale et Nicolas WALLET, secrétaire général pour le SNUipp-FSU,
- Fabien ROUSSEL, secrétaire national du PCF et député du nord, et Shirley WIRDEN, responsable nationale du dispositif Tolérance Zéro du PCF,
- Jean-Christophe SELLIN, co-coordonateur du Parti de gauche et Hélène LE CACHEUX , co-coordinatrice du Parti de gauche,
- . Olivier FAURE, Premier Secrétaire du Parti Socialiste et Cécilia GONDARD Secrétaire Nationale à l'égalité entre les femmes et les hommes,
- Murielle GUILBERT, co-déléguée de l'Union syndicale Solidaires et Julie FERRUA, secrétaire nationale de l'Union

syndicale Solidaires,

– Gaëlle BACKER et Pablo RAUZY pour l'UCL, Union Communiste  
Libertaire.